

Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



L'Acadie politique. Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, Landry, Michelle (2015). Québec, Presses de l'Université Laval, 158 p. ISBN : 978-2-7637-2340-2

Louis-Patrick St-Pierre

Numéro 7, 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036427ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036427ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

St-Pierre, L.-P. (2016). Compte rendu de [*L'Acadie politique. Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, Landry, Michelle (2015). Québec, Presses de l'Université Laval, 158 p. ISBN : 978-2-7637-2340-2]. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (7), 227–229. <https://doi.org/10.7202/1036427ar>

Tous droits réservés © Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>



Compte rendu

L'Acadie politique. Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick

LANDRY, Michelle (2015). Québec, Presses de l'Université Laval, 158 p.
ISBN : 978-2-7637-2340-2

Par Louis-Patrick St-Pierre

Université de Sherbrooke

Dans l'historiographie traditionnelle, la Convention de 1881 est souvent considérée comme une renaissance de la nation acadienne. On y voit un événement où un sentiment national se manifeste à nouveau après une longue léthargie datant de la Déportation. Dans une publication issue de sa thèse de doctorat, *L'Acadie politique. Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, Michelle Landry souhaite nuancer cette vision. Dans une perspective de plus longue durée, elle tente de retracer comment les Acadiens ont réussi à construire et à préserver leur culture malgré l'absence de structures étatiques.

Pour y arriver, l'auteure procède à une analyse historique qu'elle aborde sous un angle sociopolitique, c'est-à-dire par les transformations et les renouvellements de l'organisation sociale et des projets politiques au sein de la société acadienne. Cette évolution est divisée en six périodes, chacune étant l'objet d'un chapitre. Le premier retrace la construction progressive de la nation acadienne avant 1881. Celle-ci n'est pas le résultat d'une évolution naturelle, mais d'un contexte socioéconomique et politique ainsi que du contact avec une littérature étrangère qui constitue une référence permettant aux Acadiens d'imaginer leur communauté. Dans le deuxième chapitre, on voit comment une nouvelle élite, à partir de ces éléments fondateurs et de nouvelles structures, se donne, entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, une capacité d'organisation par l'entremise de nouvelles associations. Malgré l'émergence de groupes d'influence, les gains demeurent timides et il faut attendre la conquête des hauts postes, notamment au sein de la hiérarchie ecclésiastique, pour

voir des changements significatifs s'opérer. Cette réorganisation de la communauté politique acadienne, où le clergé et les nouvelles coopératives participent désormais activement à l'expression de son sentiment nationaliste, constitue le troisième chapitre de l'ouvrage.

Les années 1960 connaissent toutefois une modernisation à l'échelle occidentale et, avec elle, l'émergence de l'État-providence, auquel est consacré le quatrième chapitre. À partir de ce moment, les Acadiens investissent les institutions de la majorité, notamment le gouvernement provincial, pour faire avancer leur cause. L'État prend la place de l'Église dans l'éducation, y compris pour les paliers supérieurs de la société, et ce changement provoque une division entre l'ancienne élite, formée dans les collèges classiques, et la nouvelle, qui bénéficie du nouveau réseau d'universités laïques francophones. Face à cet éclatement du discours, le mouvement acadien s'adapte soit en formant de nouveaux groupes d'intérêts, soit en s'investissant dans un nouveau parti politique, le Parti Acadien. Ce changement de donne sur la scène provinciale, décrit dans le cinquième chapitre, s'accompagne d'une nouvelle forme d'aménagement linguistique de l'État fédéral, qui culmine avec de nouvelles garanties constitutionnelles et permet aux Acadiens d'avoir ce qu'ils revendiquent dans le secteur de l'éducation. Ces gains sont toutefois accompagnés d'un morcellement des intérêts au sein de leur mouvement, qui constitue le sujet du dernier chapitre. Cette fragmentation amène l'actuel enjeu de l'unité au sein de la nation acadienne. Entre une définition ethnique basée sur l'affiliation et une autre, sociopolitique et davantage axée sur une base territoriale, la nation acadienne doit se repenser pour trouver unité et cohérence.

À plusieurs égards, l'angle sociopolitique sous lequel l'auteure examine les éléments historiques est intéressant. Outre les nuances qu'elle apporte au sujet de la naissance de la nation acadienne, elle met l'accent sur l'importance des perceptions des Acadiens dans la construction de leurs références culturelles. Par exemple, si la crise des écoles de 1871 est demeurée dans l'imaginaire acadien, ce n'est pas forcément en raison de l'évènement en soi, mais des facteurs (martyrs et résistances) qui en ont fait un « moment national » dans l'esprit de la population. De plus, au-delà du cadre périodique, qui est essentiel à la structure de l'argumentation, l'auteure évite judicieusement une trame purement événementielle au profit d'une analyse à plus long terme favorisant les évolutions progressives plutôt que les grandes ruptures. La façon dont elle traite de la Convention de 1881 est à ce titre un bon exemple. En effet, plutôt que de la voir comme une renaissance acadienne, elle la voit plutôt comme le point culminant d'un changement déjà en cours.

Dans un autre ordre d'idées, si l'auteure reconnaît les similitudes entre les clergés québécois et acadien en ce qui concerne leur influence sur la société, elle établit de manière probante les distinctions. Avant que les francophones atteignent les hautes sphères de la hiérarchie ecclésiastique, l'influence de l'Église en Acadie est essentiellement locale. Par après, son pouvoir s'accroît, mais ne dure guère longtemps puisque l'État prend sa place

une génération plus tard en suivant la tendance occidentale de la sécularisation. Un autre point fort de l'ouvrage de Landry est sans aucun doute l'approche qu'elle a du rapport de force qui s'installe au Nouveau-Brunswick une fois que les Acadiens ont investi les institutions gouvernementales. Que ce soit Robichaud, Hatfield ou McKenna, aucun ne peut réellement être qualifié de nationaliste en raison de l'avancée des Acadiens sous leurs mandats. Leurs actions étaient avant tout guidées par des considérations politiques et l'auteure défend de manière convaincante cet aspect tout au long de son ouvrage. Si les Acadiens ont réalisé des gains, comme la dualité en éducation ou de nouvelles lois en leur faveur, c'est essentiellement en raison de pressions venant non seulement de leur mobilisation, mais également de facteurs externes tels que le mouvement indépendantiste québécois ou la *Charte canadienne des droits et libertés*.

L'ouvrage de Michelle Landry contient cependant une certaine limite, à savoir l'absence de sources primaires dans ce qui se présente comme une synthèse historique. L'auteure explique cependant ce manque dans son introduction en insistant sur l'objectif premier de son livre. En effet, si l'ouvrage prend la forme d'une synthèse historique, elle rappelle qu'il s'agit avant tout d'un travail sociopolitique. Ce raisonnement s'avère toutefois insuffisant pour justifier l'absence de sources primaires. En effet, les publications de tierces personnes véhiculent une vision, une interprétation qui peut comporter divers biais, dont les auteurs eux-mêmes. Si le cadre théorique dégagé permet d'avoir un recul par rapport aux événements analysés, ces ouvrages ne peuvent constituer à eux seuls un corpus de références complet. Dans l'optique où l'auteure souhaite puiser dans l'histoire des éléments pour expliquer l'évolution sociopolitique de l'Acadie, ne pas prendre en compte les témoignages de première main laissés par cette même histoire revient à ignorer les discours de l'époque, pourtant fondamentaux dans l'étude de l'histoire politique, et à demeurer dépendant des interprétations de second degré.

Malgré cette faiblesse, le livre de Michelle Landry est sans aucun doute un bon exemple des bienfaits qu'une approche multidisciplinaire peut offrir à l'élaboration d'une analyse critique complète. Si la méthode historique n'y est pas pleinement exploitée, les arguments présentés tout au long de l'ouvrage sont toutefois bien construits et contribuent au renouvellement de l'historiographie acadienne. Plusieurs conceptions traditionnelles sont remises en perspective dans une analyse sur le plus long terme mettant l'accent sur les évolutions progressives plutôt que les grandes ruptures, ainsi que sur les rapports de forces plutôt que les réalisations individuelles. Il s'agit donc d'un livre à recommander pour quiconque veut s'initier à l'histoire aussi complexe qu'intéressante de l'Acadie.

Louis-Patrick St-Pierre

Louis.Patrick.St.Pierre@USherbrooke.ca